

Loi NOTRe

En réponse à la colère des maires de France

| Jacques Cheminade

| Président de Solidarité et progrès

| 19 septembre 2015

Question de M. Guyot de Caila, Maire de Poisson (71), lors de la discussion internet du 9 septembre avec Jacques Cheminade :

« Les maires ruraux doivent-ils entrer en résistance face à la réforme territoriale imposée par la loi NOTRe (fusion de communautés de communes, pertes de compétence, centralisation, etc.) ? »

Extrait de la réponse de Jacques Cheminade :

« **Le grand plan européen, c'est de démembrer l'État et les communes, c'est de faire une Europe des régions, des communautés de communes imposées d'en haut et surtout des métropoles.** Dans ces métropoles il y aura des barons féodaux et avec eux, on maillera le territoire en faisant de ces métropoles des pompes absorbantes et asphyxiantes, et le reste du territoire en sera dépendant. On espère ainsi tenir les choses. **Ça ne peut pas marcher mais c'est le plan, et ce plan est un plan de destruction.**

Dans ce cadre, la loi NOTRe est un premier pas. Voyez les choses invraisemblables qu'elle crée : marier la Champagne-Ardenne avec l'Alsace et la Lorraine, c'est délirant ! Clermont-Ferrand, où avait été construite la chambre régionale, est maintenant lié à Lyon qui sera la capitale de région ; on a donc construit cette chambre régionale pour rien, et qu'espère-t-on y mettre maintenant ? D'autres services administratifs sans doute...

Cette loi NOTRe met en place un semblant de changement – ces treize régions – mais en suivant ce plan d'Europe des régions et des métropoles où le pouvoir

de l'État et des communes est au moins diminué, sinon abaissé. **Pourquoi ? Parce que c'est dans l'État et surtout dans les communes que se trouvent les foyers de résistance au démantèlement financier.**

Il faut au contraire alimenter les maires, dans ce qu'ils font et dans leur résistance. **Il faut former avec les élus locaux une équipe présidentielle se substituant au césarisme complice et courtisan.** Cette équipe présidentielle doit s'alimenter auprès des communes.

Au niveau des régions, hélas, la faiblesse de leurs ressources propres et leur éloignement des populations créent une situation de dépendance engendrant des comportements collaborationnistes vis-à-vis des pouvoirs financiers.

Il faut soutenir ce combat contre la loi NOTRe et le faire avec un projet positif : ôter le pouvoir aux financiers féodaux, leur ôter les dents, et redonner le pouvoir sur le crédit à ceux qui représentent les intérêts du peuple – « du peuple, par le peuple, pour le peuple ».

»

En bref, aujourd'hui, en réduisant les dotations (DTS) on met les communes dans une situation impossible : avec moins de moyens on leur a transféré de nouvelles charges et on les accuse de trop dépenser ! Ce qui

est ainsi remis en cause, c'est le service public à la base de notre pays, la gratuité de l'école et de la santé. Ce sont les gens dans leur vie de tous les jours qui vont être atteints. Inverser la vapeur suppose une autre politique, rétablissant la justice sociale et le développement mutuel depuis les fondements de notre pays jusqu'à la politique de la France dans le monde – par delà tout jeu politicien.

Ça ne peut pas marcher mais c'est le plan, et ce plan est un plan de destruction.

Notre projet politique positif

1 Supprimons toute baisse des dotations et protégeons les investissements des communes, des départements et des régions dans le cadre d'un plan national de développement. La réduction des dotations d'État de 28 milliards d'euros en cumulé entre 2014 et 2017 est scandaleuse, nous appelons à signer la pétition nationale en ligne et dans les mairies contre cette réduction.

2 Arrêtons le démantèlement sournois des départements et des communes, base de notre démocratie, et ne laissons pas les régions riches absorber les pauvres, ne laissons pas mettre tout le monde sous tutelle financière !

3 Sortons d'une UE incapable de s'auto-corriger, d'un euro en faillite et d'une OTAN engagée dans une nouvelle Guerre froide. Si on ne reprend pas

notre souveraineté sur notre monnaie et notre armée, on ne pourra pas créer une vraie Europe des peuples et combattre l'austérité financière. L'Europe est à refaire autour de projets – comme c'est le cas dans l'aérospatial.

4 Assainissons pour de vrai notre système bancaire : coupons les banques en deux avec une séparation stricte entre banques spéculatives et banques de dépôts : nous nous dégagerons ainsi de l'emprise financière qui nous étouffe.

5 Associons-nous à la dynamique des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) qui, hors du système dollar, se dotent d'instruments de crédit au service de l'investissement à long terme dans les grandes infrastructures, source d'emploi, de paix et de justice sociale.